• (9.00 p.m.)

Le ministre a parlé du soutien apporté par le gouvernement fédéral à l'éducation postsecondaire. Il a mentionné le programme de prêts aux étudiants canadiens et les autres programmes semblables. Sa façon de parler indique clairement qu'il reconnaît l'existence du problème, mais il ne suffit pas de le reconnaître. Je suis d'accord avec le ministre: on a fait bien des remarques et des discours banals dans lesquels rien n'indique qu'on se soit vraiment attaqué au problème. Trêve de bavardages. Je n'en veux comme exemple que les remarques du ministre sur l'importance du programme de prêts aux étudiants. J'admets qu'il était méritoire et qu'il a prouvé sa valeur. Mais qu'est-ce que les prêts aux étudiants ont à voir avec l'emploi des étudiants? Ce qu'un nombre croissant d'étudiants réclament, c'est la possibilité de travailler l'été pour ceux qui poursuivent leurs études et, pour ceux qui les ont terminées, la possibilité de trouver un emploi rémunérateur qui leur permette d'utiliser les connaissances et la formation acquises. Sans doute, 100 étudiants seront absorbés par le ministère de la Main-d'œuvre et de l'Immigration aux fins de travaux d'été. C'est également une bonne chose, mais combien d'emplois va-t-on trouver pour les étudiants d'un bout à l'autre du pays? Comme le ministre l'a indiqué, 367,000 jeunes chercheront du travail cet été. Sa description du programme de son ministère a belle allure, mais, si le bilan du ministère dans le domaine de la main-d'œuvre en général constitue un exemple de son aptitude à régler ce problème, il n'y a guère d'espoir. Ni les discours, ni une inquiétude sincère ne suffisent. Il faut agir et planifier en connaissance de cause. Le gouvernement doit assumer ses responsabilités, parce qu'il doit gouverner.

La thèse qu'a précisément exposée cet après-midi le chef de l'opposition (M. Stanfield), et que le ministre a passée sous silence, était que les Canadiens sont en train de fournir un nombre record de diplômés de toutes sortes d'établissements d'éducation postsecondaire et que notre pays n'a que faire de milliers d'entre eux. Cette situation honteuse constitue pour nous le problème clé. Je suppose que le gouvernement fédéral continuera d'appuyer l'éducation postsecondaire grâce à des programmes de prêts aux étudiants et par d'autres projets. Au fil des années, le nombre des inscriptions augmentera ainsi que le nombre des diplômés. Mais quelles sont les possibilités de carrière de ces jeunes gens? Il ne s'agit pas simplement d'un

problème qui se posera à l'avenir. C'est maintenant que nous devons le résoudre. C'est pourquoi la question soulevée aujourd'hui dans cette motion est de la plus grande importance pour la Chambre.

Comme cette année le nombre des diplômés sera supérieur de 20 p. 100 à celui de l'année dernière et que le nombre des emplois disponibles sera inférieur de 20 p. 100 à celui de l'année dernière, la situation devient critique et exige que le gouvernement national y accorde une attention prioritaire. A deux reprises cet après-midi le ministre a fait valoir que l'éducation relevait des provinces. J'espère qu'il n'essaie pas de créer l'impression que le gouvernement fédéral n'a pas une responsabilité essentielle dans la mise en œuvre de politiques qui procureront des carrières à nos jeunes Canadiens quittant les collèges et les universités, alors que d'autre part il lui incombe de s'assurer que notre économie se développe de manière à mettre des emplois à la portée de nos étudiants qui doivent travailler pour payer une partie de leur instruction.

Je reconnais parfaitement que les provinces doivent jouer un rôle à propos de l'emploi pendant l'été. Les gouvernements locaux devraient aussi y participer. Le ministre a fait valoir cet argument mais la Chambre a le droit de savoir s'il a fait un effort quelconque pour rencontrer les représentants des provinces afin de discuter des problèmes de l'emploi des étudiants pendant l'été. Le ministre a admis que le problème était grave l'été dernier et il sera sans doute pire cet été. Il savait j'imagine que ce serait le cas. Dans ces conditions, en n'ayant pas organisé de réunion avec les provinces pour discuter de ce grave problème, le ministre a fait preuve d'une apathie et d'une léthargie regrettables.

Même au stade actuel, certains aspects devraient faire l'objet d'entretiens entre le gouvernement fédéral et les provinces, si tard soit-il. Dans les circonstances, compte tenu des milliers d'étudiants incapables de trouver un emploi d'été, il faudra sans doute songer instamment à accentuer les programmes actuels d'aide aux étudiants. Ce sera peut-être le seul moyen d'empêcher bon nombre de nos jeunes gens, désireux de terminer leurs études universitaires, de mettre fin à leur carrière. Le danger est d'autant plus grand de ce côté que c'est actuellement la deuxième année de suite que l'on constate une grave pénurie d'emplois d'été pour nos étudiants. Nous, de l'opposition, aimerions bien savoir si le ministre s'est entretenu de la question avec les autorités provinciales pour voir s'il y aurait